

Chrétiens de Tunisie

Entre joie et méfiance

●●● **Pierre Desorgues**, Paris
Journaliste

Quelles seront les suites de la « révolution de jasmin » en ce qui concerne la coexistence des religions en Tunisie ? A quoi les chrétiens peuvent-ils s'attendre ? Pierre Desorgues a enquêté sur place en mars passé, rencontrant des représentants de communautés chrétiennes réformées ainsi que l'archevêque catholique de Tunis. Regards contrastés.

Maroun Lahham ne cache pas son plaisir. L'archevêque de Tunis semble collectionner sur son bureau les derniers pamphlets et ouvrages dirigés contre le système Ben Ali. « Un tel ton était encore récemment impensable dans le monde arabe. » L'homme est Palestinien, né en Jordanie. Sa famille vient d'Haïfa et a été chassée de Palestine en 1948, date de la création d'Israël.

« Je n'ai jamais connu, en tant que chrétien arabe, un tel sentiment de liberté », confie-t-il. Le régime de Ben Ali se présentait pourtant comme le garant des libertés et de la sécurité des différentes minorités religieuses du pays, qu'elles soient chrétiennes ou juive, comme à Djerba. La tolérance religieuse constituait une vitrine du gouvernement pour ses partenaires internationaux. « Contrairement à un pays comme l'Algérie où la question des conversions est particulièrement sensible, les Tunisiens pouvaient se convertir à la religion chrétienne sans que des poursuites judiciaires soient entreprises contre eux. Cette liberté est inscrite dans la constitution de l'ancien régime », reconnaît l'archevêque, à la tête de ce diocèse depuis 2005.

Mgr Lahham reçoit régulièrement des lettres de Tunisiens musulmans exprimant leur volonté d'embrasser la foi chrétienne. L'homme sort un grand classeur jaune. A l'intérieur, des dizaines de demandes de baptême. Elles provien-

nent presque exclusivement de jeunes femmes. « Beaucoup d'entre elles dans leur démarche identifient l'islam à une religion de la soumission. Le Dieu chrétien est perçu comme un Dieu d'amour », indique l'archevêque.

Islam politique

Le régime déchu avait, dans les faits, une attitude plus ambiguë. « Nous pouvions recevoir et accueillir les personnes désireuses de se convertir mais n'avons nullement le droit de prêcher. Le droit à l'achat de biens immobiliers pour notre Eglise était impossible », précise Mgr Lahham. « La nouvelle constitution doit garantir une liberté totale pour nos activités », espère l'homme d'Eglise, précisant toutefois que le régime de Ben Ali encadrait également les activités des mosquées et que l'islam politique tunisien était ainsi réprimé.

Le parti islamiste Ennahda a d'ailleurs pu reprendre légalement ses activités depuis mars passé. Rached Ghannouchi, son dirigeant historique, vient de rentrer d'exil. « La fin du régime de Ben Ali ouvre une période d'incertitudes politiques. Nos craintes d'un réveil islamiste ont été ravivées par l'assassinat du Père Marek Rybinski, le 18 février dernier », confie l'archevêque. Le jeune prêtre polonais (34 ans) avait été retrouvé égorgé dans l'école catholique de la Manouba,

une banlieue de Tunis. « Le Premier ministre Mohammed Ghannouchi, encore en poste à ce moment, nous a tout de suite téléphoné pour nous donner les premiers éléments de l'enquête. Les ONG de défense des droits de l'homme, les jeunes qui se rassemblent chaque jour sur l'avenue Bourguiba ainsi que des hommes politiques sont venus nous apporter leur soutien », précise Mgr Lahham.

L'émotion reste vive en Tunisie. Le portrait du jeune prêtre salésien trône dans le bureau de l'archevêque. La police tunisienne privilégie la piste d'un crime crapuleux. Le prêtre, comptable de l'établissement scolaire, aurait fourni 2000 dinars à l'assassin, menuisier de l'école, pour acheter des fournitures, mais celui-ci aurait dépensé l'argent pour tout autre chose. L'assassinat aurait été commis par peur d'être découvert.

Les dirigeants de l'Ennahda ont également condamné ce meurtre. Rached Ghannouchi essaie de rassurer l'opinion publique tunisienne. Il désire réconcilier islam et démocratie à la lumière de l'expérience de l'AKP, le parti conservateur turc issu de l'islam politique, aujourd'hui au pouvoir à Ankara. Les Tunisiens doivent élire leur assemblée constituante le 24 juillet prochain. Ennahda n'est crédité que de 5 % d'intentions de vote dans les premiers sondages.

La Tunisie semble plus vivable que le Proche-Orient compliqué. « Les Tunisiens ont un rapport à l'islam beaucoup moins passionnel qu'au Proche- et Moyen-Orient où tout le monde se définit d'abord comme musulman. Le parti Ennahda n'est en aucune mesure comparable au Hamas palestinien ou au Hezbollah libanais, pour qui les communautés chrétiennes d'Orient n'ont aucun droit. Je vois mal les jeunes ou les femmes abandonner leurs libertés durement acquises », estime l'archevêque d'ori-

gine palestinienne, ancien recteur du séminaire latin de Beit Jala en Cisjordanie. L'homme d'Eglise est régulièrement invité à la mosquée Zitouna de Tunis, principal centre de l'islam tunisien. Les débats et les séminaires portent sur le dialogue interreligieux. Des rencontres inconcevables, selon lui, aux Proche- et Moyen-Orient.

Incertitudes

Damien Wary, jeune pasteur français de l'Eglise protestante de Tunis, ne partage pas cet optimisme. « Sous Ben Ali, le temple était surveillé par deux ou trois agents de police en civil, les entrées et les sorties étaient scrutées, mais, paradoxalement, nous étions aussi en sécurité. Je suis aujourd'hui très vigilant. »

religions

Cathédrale Saint-Vincent-de-Paul, Tunis



Le temple réformé de Tunis abrite depuis quelques années une petite communauté arabophone chrétienne pentecôtiste. « Ses 40 membres tunisiens n'ont plus de leader spirituel depuis quelques jours. Il devait être formé pour devenir le pasteur de cette communauté mais il a dû fuir précipitamment le pays. Il a subi des pressions, des menaces », indique le pasteur de 26 ans. Les quelques Tunisiens convertis à la foi chrétienne restent effectivement méfiants. « Nous sommes entrés dans une phase d'incertitude politique. Des personnes [les islamistes] peuvent aujourd'hui parler. Une constitution va se mettre en place. Quelle place sera réservée aux chrétiens ? Nos droits seront-ils garantis ? Le niveau de démocratisation d'une société se mesure à la façon dont la majorité traite ses minorités », indique un enseignant tunisien devenu chrétien. Sa famille, dans un premier temps étonné par son choix, a finalement accepté sa nouvelle foi.

Immigration chrétienne

Le paysage religieux de la Tunisie, encore très majoritairement musulman, s'est transformé ces dernières années. Une immigration subsaharienne temporaire et désormais permanente voit le jour à Tunis. Combien sont-ils ? Le sujet reste sensible. Des tensions sur le marché du travail entre Tunisiens et Africains noirs constituent un phénomène relativement récent. En 2002, la Banque africaine de développement, institution financière pan-africaine, a précipitamment quitté Abidjan en proie à la guerre civile pour s'installer provisoirement à Tunis. Des centaines d'employés africains chrétiens et leurs familles vivent désormais dans la capitale tunisienne. « Ma femme travaillait

comme secrétaire dans la banque. Je dirigeais une assemblée de Dieu pour la communauté ghanéenne d'Abidjan. Je l'ai suivie à Tunis. Ce temple, c'est un peu l'Union africaine », plaisante le pasteur ivoirien Jacques.

Damien Wary explique de son côté : « En 2001, le pasteur américain William Brown est arrivé au sein de l'Eglise réformée de Tunis. La petite communauté protestante était alors essentiellement composée d'expatriés français calvinistes. Or la Tunisie compte de nombreux étudiants d'Afrique subsaharienne. William Brown a donné une dimension plus évangélique à l'Eglise et a touché ces populations estudiantines. » Le pasteur d'inspiration évangélique juge que des dizaines de milliers de Tunisiens sont prêts à se convertir au christianisme. Impossible de vérifier. « Nous sommes avant tout une Eglise tunisienne. » Le temple de Tunis a déjà ouvert des annexes à la Marsa et à Sfax, deuxième ville du pays.

L'Eglise catholique reste pour sa part prudente et refuse toute action d'évangélisation agressive. « La religion n'est pas qu'une affaire de liberté individuelle, comme en Europe. En terre d'islam, la religion constitue aussi un corps social. Il faut être prudent. Nous restons en Tunisie, nous, chrétiens, une entité étrangère »,¹ explique l'archevêque de Tunis, marqué par son expérience religieuse au Proche-Orient.

P. D.

1 • L'Eglise catholique de Tunisie compte 22 000 fidèles, de 60 nationalités différentes.